

# Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48

Excusés : 19

Absents : 13

**REUNION DU 10 OCTOBRE 2022**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI DIX OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le QUATRE OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

## ETAIENT PRESENTS

Mme ADLANI Farida, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MOREAU Chantal, Mme MISSOUR Sabrina, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

## EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAVAROC Grégory, M. GEFFROY Philippe, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, M. MILLARD Jean-Luc, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme YOUSSEF Mélissa,

## AYANT DONNE POUVOIR A

Mme DE CARVALHO Virginie, M. CARRE Julien, Mme LAGNEAU Muriel, M. RAMADIER Alain, M. DACHIVILLE Romain, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. MANGIN Anthony, Mme FAOUZI Hanane, Mme HERSEMEULE Carmen, M. MORIN Sébastien, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme YERRO Georges-Marie, Mme MEYER Karine, M. ZANGRILLI François, Mme DUBOE Nicole, M. SIBY Oussouf,

## ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BENAMMOUR Mériel, M. BOUMEDJANE Karim, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie.

## SECRETAIRE DE SEANCE

M. Jacques CHAUSSAT

## DELIBERATION N°138 - AMENAGEMENT - INSTAURATION D'UN PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) TRIPARTITE ENTRE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, LA VILLE DE SEVRAN ET LA SOCIETE ELIASUN

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de madame Marwa BRAIHIM,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5219-5,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.332-11-3 et L.332-11-4, et R.332-25-1 à R.332-25-3,

**Vu** la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (Molle),

**Vu** la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

**Vu** le plan local d'urbanisme de la ville de Sevrans approuvé le 15 décembre 2015,

**Vu** le projet de convention de Projet urbain partenarial (PUP) entre l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol, la commune de Sevrans et la société Eliasun, joint en annexe,

**Considérant** que le PUP permet de contribuer au financement des équipements publics nécessaires à l'arrivée de nouveaux habitants sur le secteur des " quartiers Sud / Freinvillie ",

**Considérant** les équipements publics à créer et/ou à renforcer dans le secteur au regard du nombre d'habitants supplémentaires induit par la future construction,

**Considérant** la compétence équipements publics détenue par la commune de Sevrans,

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20221010-138-10-10-2022-DE  
Date de télétransmission : 24/10/2022  
Date de réception préfecture : 24/10/2022

**Après en avoir délibéré :**

- **Approuve** la convention de PUP ci-annexée à signer entre l'établissement public Territorial Paris Terres d'Envol, la ville de Sevrans et la société Eliasun, pour la réalisation d'un programme comportant 26 logements d'environ 1 621 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) et 1 local commercial d'environ 61 m<sup>2</sup> de SDP, sur deux parcelles sis 40 Allée des Peupliers et 2 allée du Maréchal Gérard. Le montant de la participation forfaitaire est établi à 120 euros/m<sup>2</sup> de SDP (nette de taxe et hors participation au financement de l'extension de réseau ENEDIS à la seule charge du constructeur) soit 194 520 euros HT ;
- **Autorise** le Président à signer la convention de PUP ci-annexée ;
- **Dit** que le périmètre de PUP sera reporté aux annexes du PLU de Sevrans ;
- **Dit** que la convention, accompagnée du périmètre concerné, sera tenue à disposition du public pendant un mois en mairie de Sevrans – 28 avenue du Général Leclerc, 93270 Sevrans, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h30 et le samedi de 08h30 à 12h00, et au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol – 50 allée des impressionnistes, 93420 Villepinte (du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00) ;
- **Dit** que la présente délibération sera affichée au siège social de l'EPT Paris Terres d'Envol situé Boulevard de l'Hôtel de Ville à Aulnay-sous-Bois ainsi qu'à la mairie de Sevrans, située avenue du Général Leclerc ;
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil – dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Adopté à l'unanimité**

Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**

